



RAPPORT DE L'ÉVALUATION DES BESOINS ET DIAGNOSTIC INITIAL

Octobre 2025



TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	2
INTRODUCTION.....	3
I.1. CONTEXTE.....	3
I.2. OBJECTIFS DE L'EVALUATION.....	4
□ Objectif Principal	4
□ Objectifs Spécifiques	4
METHODOLOGIE	5
II.1. ECHANTILLON DES DONNEES PAR ZONE	5
II.2. OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES	5
II.3. CRITERES DE SELECTION DES PARTICIPANTS.....	6
II.4. TECHNIQUES DE COLLECTE DES DONNEES	6
PRESENTATION DES RESULTATS.....	7
III.1. CARTOGRAPHIE DES BESOINS HUMANITAIRES ET CAPACITES	7
III.1.1. Besoins humanitaires au sein de la communauté	7
III.1.2. Qualité de la gouvernance au sein des organisation	7
III.1.3. Mécanisme de communication efficaces à la disposition des organisations	8
III.1.4. Capacité à mobiliser des ressources financières.....	9
III.1.5. Participation aux activités de coordination avec d'autres acteurs locaux.....	9
III.1.6. Niveau d'accès à des données fiables sur les besoins humanitaires.....	10
III.2. IDENTIFICATION DES FORCES ET DES FAIBLESSES EN MATIERE DE MOBILISATION DES RESSOURCES.....	11
III.2.1. Force des organisations en termes de mobilisation des ressources	11
III.2.2. Difficultés rencontrées dans les initiatives de levée le fonds	11
III.2.3. Suivi d'une formation en mobilisation des ressources	13
III.2.4. Nombre des financements obtenu au cours de la dernière année	13
III.2.5. Niveau de communication dans les efforts de mobilisation de ressources.....	14
III.3. CARTOGRAPHIE DES COMPETENCES EXISTANTES ET LES BESOINS EN FORMATION DES RESPONSABLES D'ONGs.....	15
III.3.1. Compétences en rédaction de proposition des projets.....	15
III.3.2. Besoin à suivre la formation sur la recherche de financement	15
III.3.3. Fréquence de participation aux formations sur la mobilisation des ressources	16
III.3.4. Obstacles rencontrés par les acteurs locaux limitant l'accès aux différentes formations ..	16
III.4. EVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET LES TENDANCES DE FINACEMENTS DISPONIBLES	17
III.4.1. Impacte des politiques gouvernementales sur les capacités à obtenir des financements...	17
III.4.2. Fréquence de consultation des annonces de financement disponibles	18
III.5. RECOMMANDATIONS BASEES SUR LES RESULTATS DE L'EVALUATION POUR LA CONCEPTION DE FORMATIONS PERTINENTES.....	19
III.5.1. Nécessité de formations supplémentaires au sein des organisations	19
III.5.2. Domaine de formation jugé le plus pertinents pour les Organisations	19
III.5.3. Durabilité des différents financements actuels au sein des organisations	21
RECOMMANDATIONS.....	22
CONCLUSION	24



SIGLES ET ABBREVIATIONS

CONAFOHD	:	Conseil National des Fora des ONG Humanitaire et de Développement
RDC	:	République Démocratique du Congo
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
FONAH	:	Forum des Organisations Nationales Humanitaires de l'Ituri
FG	:	Focus Group
IC	:	Informateur Clé
NK	:	Nord – Kivu
SK	:	Sud – Kivu

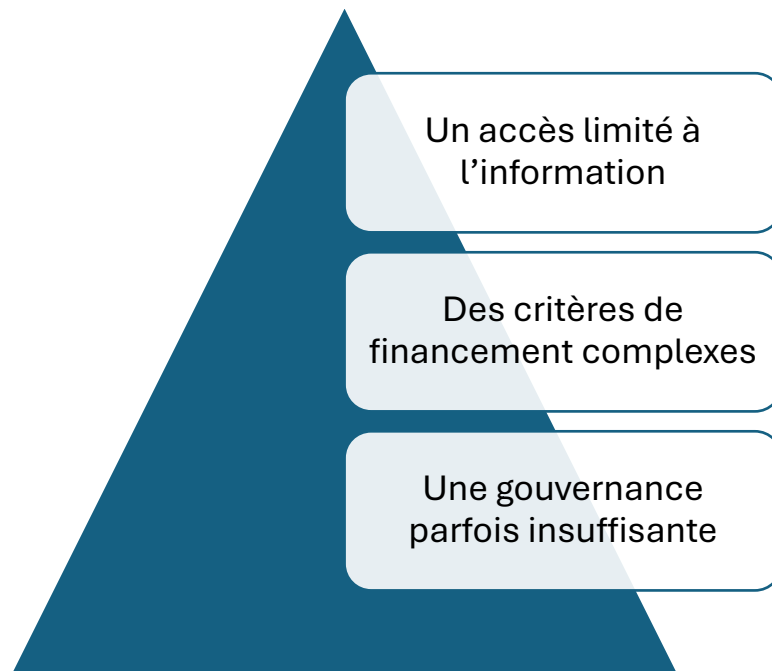


INTRODUCTION

I.1. CONTEXTE

Ce rapport présente les résultats et les analyses issus des outils de collecte de données dans le cadre de l'activité intitulée « Évaluation des besoins et diagnostic initial » des ONG en République Démocratique du Congo (RDC). Ce projet, mené par le CONAFOHD, est d'une importance capitale pour renforcer le leadership local des ONG en améliorant leurs capacités en rédaction de propositions de projets et en recherche de financements.

La RDC traverse une période critique marquée par des défis humanitaires croissants, des conflits internes et un environnement sécuritaire instable. Dans ce contexte, il est impératif de consolider le rôle des ONG locales, qui sont souvent en première ligne et connaissent intimement les besoins des communautés. Cependant, ces organisations font face à de multiples obstacles, notamment :



L'évaluation des besoins vise à identifier ces lacunes tout en captant les forces en présence, afin de concevoir des programmes de formation adaptés. Notre méthodologie a combiné des approches qualitatives, via des focus groups, et quantitatives, à travers des entretiens individuels. Cela a permis de recueillir des perceptions riches et variées des acteurs locaux sur leurs capacités, leurs défis et leurs besoins en matière de mobilisation de ressources.

L'idée principal de cette activité est de définir les priorités pour le renforcement des capacités des ONG locales, tout en mettant l'accent sur l'importance d'une coordination efficace et d'un partage d'informations entre les acteurs humanitaires. La cartographie des besoins permettra donc d'orienter les investissements en formation et de garantir que les programmes répondent spécifiquement aux définitions identifiées par les acteurs sur le terrain.

Ce rapport s'inscrit ainsi dans une démarche ciblée et pragmatique, à la lumière d'une réalité complexe, afin d'outiller les organisations locales pour mieux défendre les intérêts des



communautés vulnérables. Les résultats de cette évaluation serviront de base pour élaborer des recommandations stratégiques, visant à renforcer la visibilité et l'efficacité des ONG dans le paysage humanitaire en RDC et ceci reste un pas fondamental vers une réponse humanitaire plus inclusive et adaptée aux besoins locaux, garantissant une meilleure intégration des acteurs locaux dans les mécanismes de coordination.

I.2. OBJECTIFS DE L'EVALUATION

✓ Objectif Principal

L'objectif principal de cette activité est de mener une évaluation approfondie des besoins des ONG locales, afin de collecter des données pertinentes qui serviront à définir des priorités et à concevoir des programmes de formation efficaces en matière de rédaction de propositions de projets et de recherche de financements.

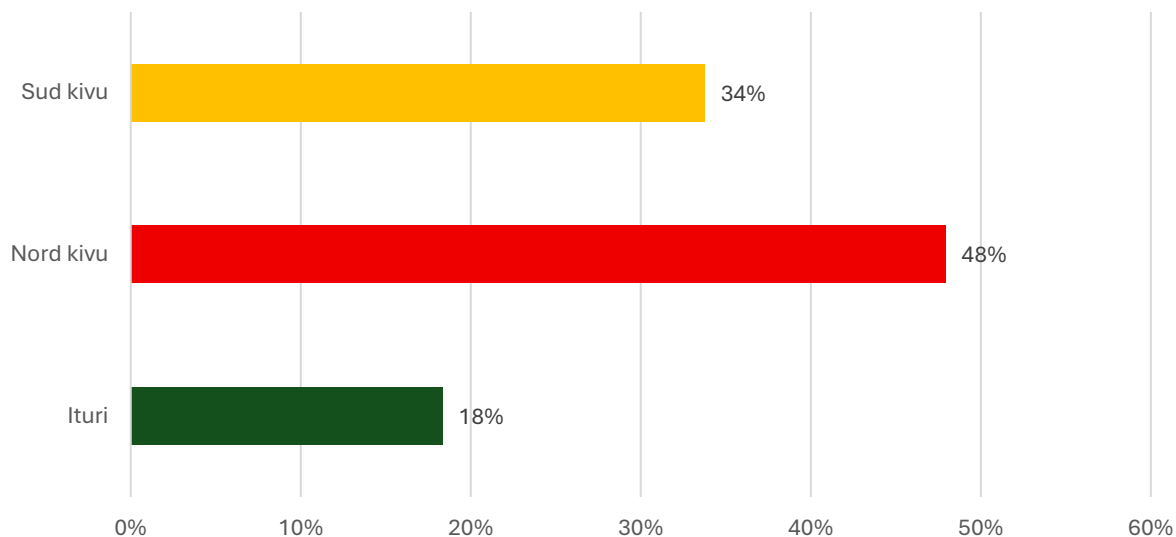
✓ Objectifs Spécifiques

- Cartographier les besoins humanitaires et les capacités des bénéficiaires et des acteurs locaux (gouvernance, communication, mobilisation des ressources, coordination, outils d'information) ;
- Identifier les forces et les faiblesses des ONG en matière de mobilisation de ressources ;
- Cartographier les compétences existantes et les besoins en formation des responsables d'ONG ;
- Évaluer l'environnement institutionnel et les tendances des financements disponibles ;
- Fournir des recommandations basées sur les résultats de l'évaluation pour la conception de formations pertinentes.



METHODOLOGIE

II.1. ECHANTILLON DES DONNEES PAR ZONE



Commentaire : Les données indiquent que l'échantillon des répondants est dominé par la province du Nord-Kivu, représentant 48 % de l'ensemble, suivie par le Sud-Kivu avec 34 %. L'Ituri, quant à elle, n'atteint que 18 %, ce qui suggère une sous-représentation de cette province dans l'évaluation à la suite de l'échantillon trop bas en ce qui concerne le nombre des ONG que compte FONAFORD Ituri par rapport à d'autres provinces. Il sera question alors de prendre en compte cette disparité pour garantir que les besoins spécifiques de chaque province soient bien représentés et que les résultats soient représentatifs des réalités humanitaires dans l'ensemble.

II.2. OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES

Pour mener à bien cette évaluation, deux principaux outils de collecte de données ont été utilisés afin de garantir une approche complète qui non seulement éclaire les dynamiques internes des ONG, mais aussi traduit leurs besoins spécifiques, facilitant ainsi la conception de programmes de formation adaptés :



Entretiens individuels : ces conversations approfondies ont été conduites pour obtenir des données quantitatives relatives aux besoins financiers et de formation des ONG. Ces entretiens ont permis d'approfondir les retours des participants et de recueillir des informations précises et contextualisées, essentielles pour l'analyse des capacités et des défis auxquels doivent faire face les organisations.



Focus Groups : Ces groupes de discussion ont rassemblé divers acteurs locaux afin de recueillir des perceptions qualitatives. Cet outil permet d'explorer en profondeur les besoins, les forces et les faiblesses ressentis par les ONG sur le terrain. Les échanges au sein de ces groupes ont favorisé une compréhension collective des enjeux et des dynamiques qui caractérisent chaque organisation.

II.3. CRITERES DE SELECTION DES PARTICIPANTS

Les critères de sélection des participants ont été méticuleusement définis pour garantir une évaluation représentative et inclusive. Cette approche a permis de garantir que les résultats de l'évaluation soient pertinents et reflètent fidèlement les réalités et les besoins des ONG en RDC, tout en assurant une représentation équitable des différentes entités engagées dans le secteur

- **Représentation diversifiée des ONG :** à ce niveau il a été question d'inclure une variété d'organisations dans l'échantillon, englobant à la fois des ONG locales, internationales et des acteurs de la société civile. Cette diversité a permis d'obtenir une vision globale des défis et des opportunités présents dans le paysage humanitaire, tout en favorisant des échanges enrichissants entre différents acteurs.
- **Engagement dans les actions Humanitaires et le Développement durable :** les participants devaient démontrer un engagement actif dans des initiatives humanitaires et des projets de développement durable. Ce critère a permis de garantir que les voix entendues lors de l'évaluation proviennent d'organisations qui sont réellement impliquées dans des actions visant à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables.

II.4. TECHNIQUES DE COLLECTE DES DONNEES

Pour la présente étude, afin de garantir une approche méthodique et exhaustive qui alimente une compréhension approfondie des besoins des ONG et des dynamiques en jeu et pour assurer une collecte de données rigoureuse et efficace, deux techniques ont été déployées :

Formulaires structurés

des questionnaires ont été élaborés spécifiquement pour les focus groups et les entretiens. Ces formulaires structurés ont permis de standardiser les réponses et de faciliter l'analyse des données afin de garantir que les informations recueillies sont pertinentes et couvrent les thèmes essentiels liés aux besoins et aux capacités des ONG.

Recueil de données démographiques

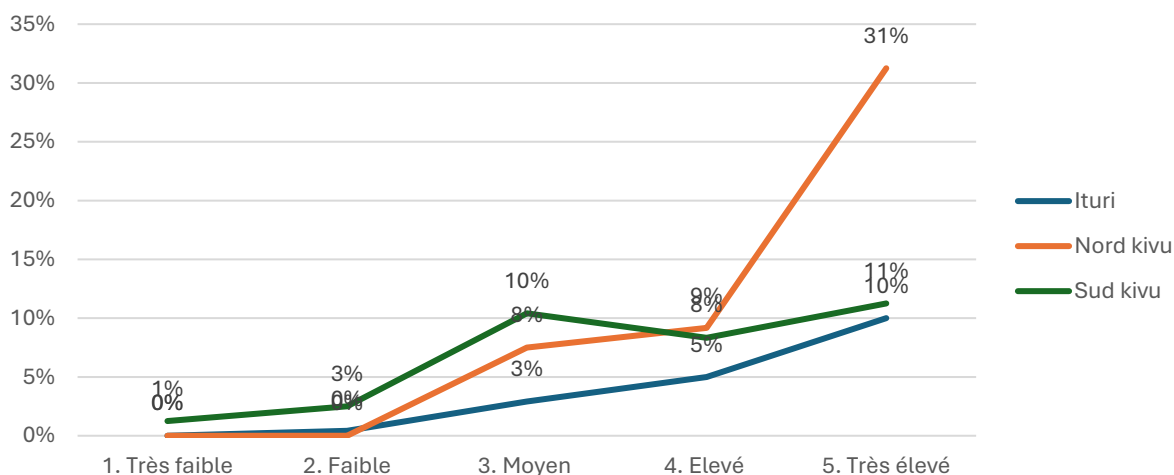
en complément des questions principales, des informations de base sur chaque participant ont été collectées. Ce recueil de données démographiques, comprenant des éléments tels que l'âge, le genre, le type d'organisation et la localisation, la province, ont permis de contextualiser les résultats obtenus. Ces données sont essentielles pour identifier les tendances et les différences dans les perceptions des participants, renforçant ainsi la validité des conclusions tirées de l'évaluation.



PRESENTATION DES RESULTATS

III.1. CARTOGRAPHIE DES BESOINS HUMANITAIRES ET CAPACITES

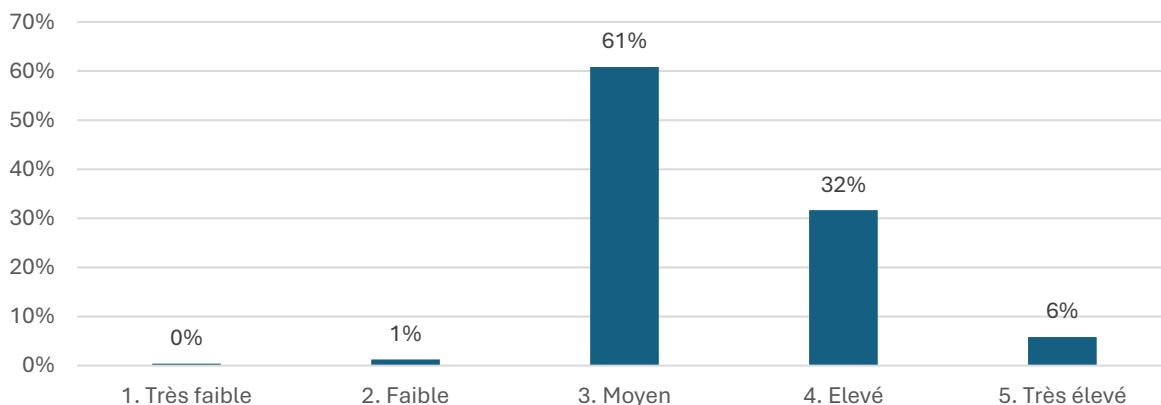
III.1.1. Besoins humanitaires au sein de la communauté



Commentaire : Le graphique ci-haut révèle que les besoins humanitaires au sein des communautés de trois provinces sont perçus comme très élevés par la majorité des répondants. En effet, 53 % des participants évaluent ces besoins comme « très élevés » et 23 % comme « élevés », représentant ensemble 76 % de l'échantillon. Le Nord-Kivu se distingue avec 31 % des répondants estimant les besoins « très élevés », suivi du Sud-Kivu avec 11 % et de l'Ituri 10 %. Les évaluations « moyen » concernent 21 % des répondants, tandis que les mentions « faible » et « très faible » sont marginales (4 %).

Ces résultats indiquent que les populations locales font face à des défis humanitaires importants, nécessitant des interventions prioritaires en matière d'alimentation, santé, protection et soutien aux communautés vulnérables pour répondre efficacement à leurs besoins.

III.1.2. Qualité de la gouvernance au sein des organisation

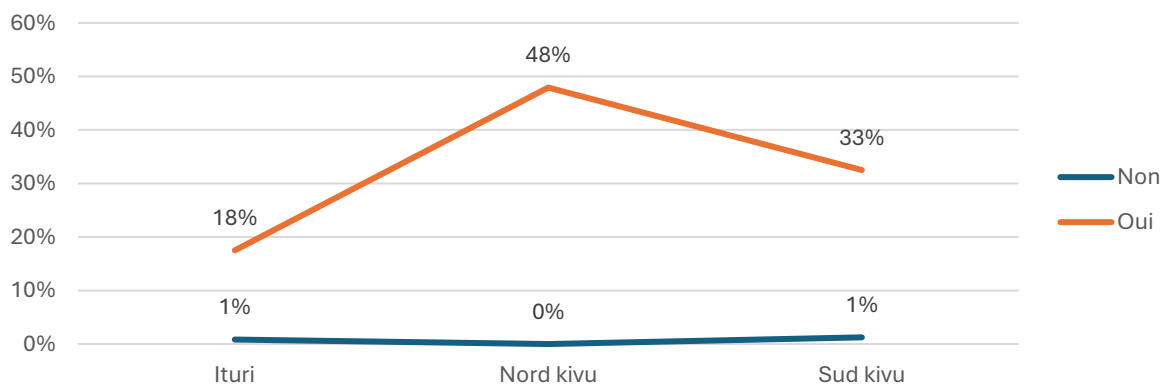




Commentaire : La figure ci-dessus présente une évaluation majoritairement moyenne de la qualité de gouvernance au sein des organisations avec 61% des répondants la jugent « moyenne », ce qui pourrait indiquer une perception plutôt neutre ou insatisfaisante, suggérant qu'il y a des domaines nécessitant des améliorations. Quant aux autres répondants, 32% la considèrent comme « élevée », ce qui est positif, mais il y a encore une minorité de personnes qui estiment que la gouvernance est d'une qualité relativement bonne et seulement 1% évalue la gouvernance comme « faible », et 0% la trouve « très faible », ce qui est rassurant, mais encore une fois, la qualité ne semble pas optimale pour une majorité. D'où, 6% considèrent la gouvernance comme « très élevée », ce qui indique qu'il existe un petit groupe de personnes qui estiment que les pratiques de gouvernance sont excellentes.

Ce qui ressort la recommandation d'améliorer la gouvernance au sein des ONGs, ceci pourrait être envisagée pour mieux satisfaire les membres de CONAFOHD.

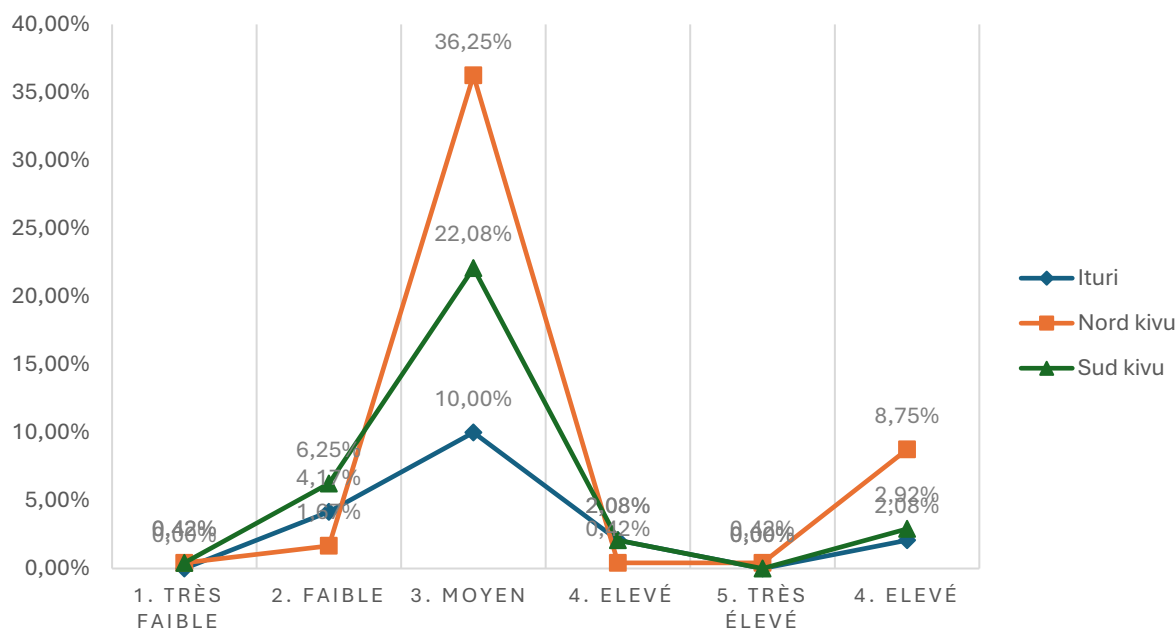
III.1.3. Mécanisme de communication efficaces à la disposition des organisations



Commentaire : les résultats montrent que la grande majorité des répondants soit 98% affirment disposer de mécanismes de communication efficaces avec les bénéficiaires. Cependant, cette répartition varie selon les provinces d'autant plus qu'au Nord Kivu : une proportion de 48% des répondants indiquent disposer de ces mécanismes, tandis que 0% signalent son absence alors qu'au Sud Kivu 33% des répondants ont des mécanismes de communication efficaces, avec 1% signalant leur absence. Cependant en Ituri, Seuls 18% des répondants disposent de mécanismes de communication efficaces, et 1% indique ne pas en avoir.

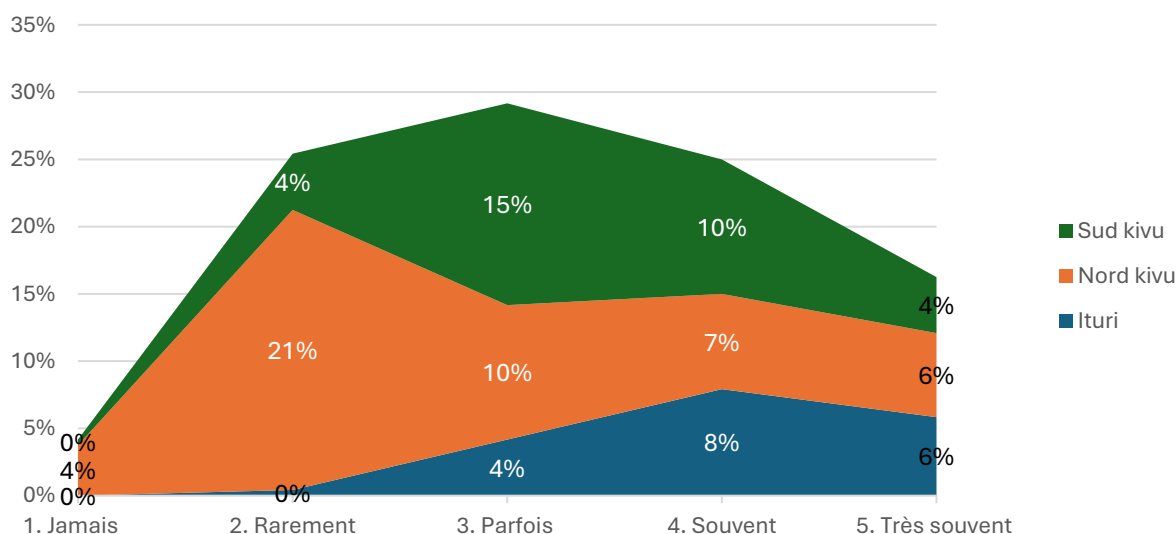
Ces résultats suggèrent une situation plus favorable dans le Nord Kivu, mais un besoin d'amélioration en Ituri, où la communication semble moins développée.

III.1.4. Capacité à mobiliser des ressources financières



Commentaire : À la lumière du graphique ci-dessus, il est remarqué que la majorité des organisations visitées ont une capacité moyenne à mobiliser des ressources financières, notamment au Nord Kivu avec 36,25% et dans le Sud Kivu 22,08%. Seules 18,33% des ONG, principalement dans l'Ituri avec 10% et le Nord Kivu avec 4,17%, perçoivent leur capacité comme élevée. La proportion des organisations avec une capacité de mobilisations très faible ou très élevée est Minime, de ce faite, la majorité d'organisations visitées ont une capacité moyenne. Globalement, cela reflète une marge d'amélioration dans la mobilisation financière, surtout dans la province de l'Ituri où peu d'organisation perçoivent leur capacité comme élevée.

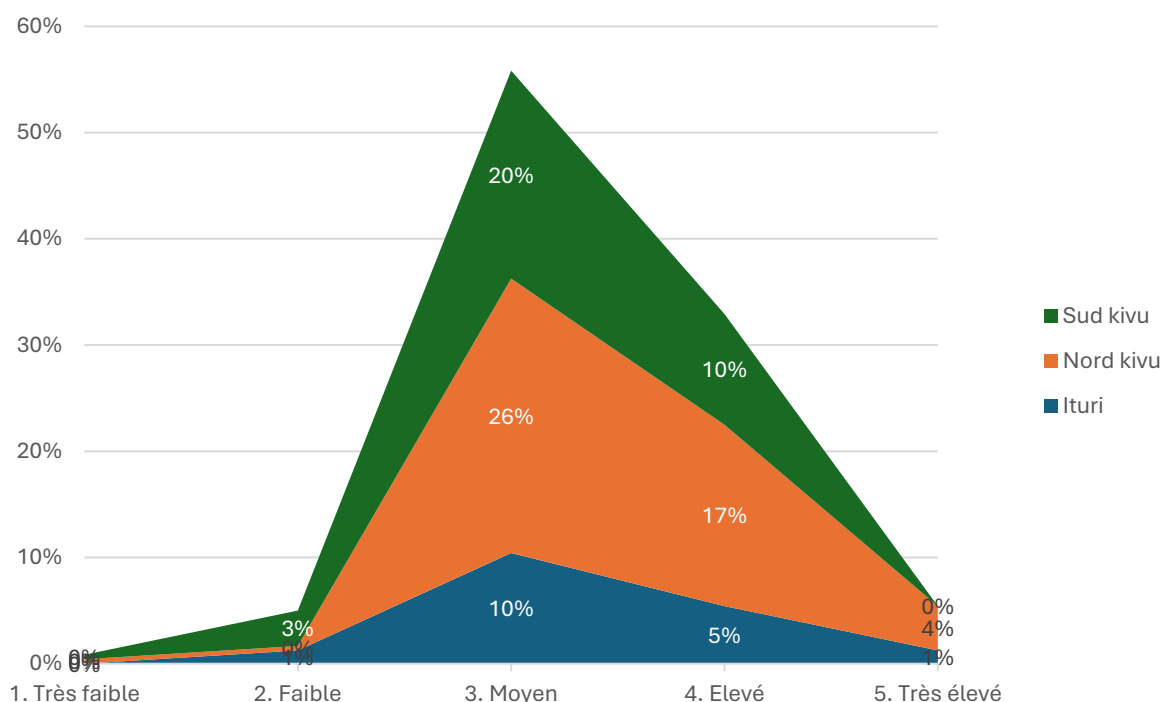
III.1.5. Participation aux activités de coordination avec d'autres acteurs locaux





Commentaire : L'interprétation de cette image montre une participation variable des ONG locales aux activités de coordination avec d'autres acteurs et la majorité des répondants soit 29 % y prennent parfois part aux réunions, traduisant une collaboration intermittente. Environ 25 % y participent souvent, et 16 % très souvent, révélant un engagement régulier mais limité à certaines organisations. À l'inverse, 29 % (jamais ou rarement) sont peu impliquées, notamment au Nord-Kivu, où la participation rare atteint 21 %. L'Ituri et le Sud-Kivu affichent une implication plus équilibrée. Globalement, ces résultats suggèrent que, bien que la coordination existe, elle demeure insuffisamment systématique. Un renforcement des mécanismes de collaboration et de partage d'informations entre acteurs locaux serait bénéfique pour accroître l'efficacité des interventions humanitaires.

III.1.6. Niveau d'accès à des données fiables sur les besoins humanitaires

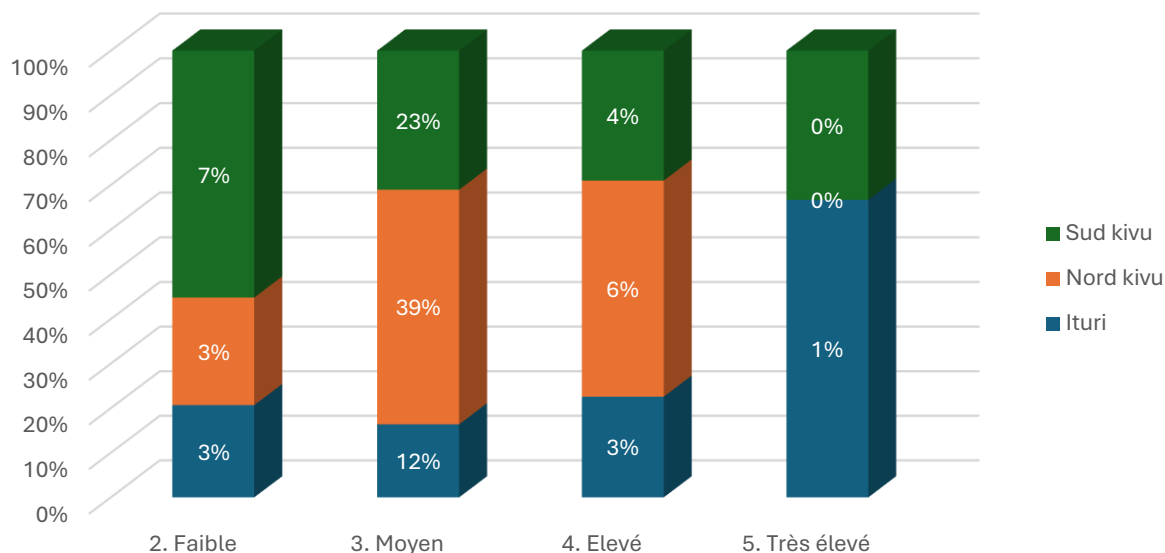


Commentaire : L'analyse de ce graphique révèle que la majorité des répondants soit 56 % évaluent leur accès à des données fiables sur les besoins humanitaires comme moyen, ce qui indique une disponibilité partielle mais perfectible de l'information. Le Nord-Kivu se démarque avec 26 %, suivi du Sud-Kivu avec 20 % et de l'Ituri 10 %. Environ 33 % déclarent un accès élevé, témoignant d'efforts notables dans certaines zones, tandis que seulement 5 % disposent d'un accès très élevé. À l'inverse, 6 % (très faible et faible) rencontrent encore d'importantes limites. Globalement, ces résultats traduisent une amélioration progressive, mais soulignent le besoin de renforcer les mécanismes de collecte, de partage et d'analyse des données pour appuyer efficacement les interventions humanitaires.



III.2. IDENTIFICATION DES FORCES ET DES FAIBLESSES EN MATIERE DE MOBILISATION DES RESSOURCES

III.2.1. Force des organisations en termes de mobilisation des ressources



Commentaire : ce graphique explique que la majorité des répondants avec 74 % estime leurs forces en matière de mobilisation de ressources à un niveau moyen, traduisant une capacité modérée mais perfectible dans ce domaine. Le Nord-Kivu domine avec 39 %, du Sud-Kivu quant à lui avec 23 % alors que l'Ituri a 12 %, tandis que les niveaux élevé et très élevé demeurent faibles, totalisant respectivement 13 % et 1 %, ce qui révèle un potentiel encore limité à exploiter. Enfin, 12 % jugent leurs forces faibles, témoignant de difficultés notables dans certaines zones, notamment au Sud-Kivu. Globalement, ces résultats suggèrent un besoin de renforcement des compétences et de stratégies plus efficaces pour améliorer la capacité de mobilisation des ressources locales et institutionnelles.

III.2.2. Difficultés rencontrées dans les initiatives de levée le fonds

Les difficultés rencontrées par les ONGs dans la levée de fonds sont multiples et imbriquées et ceci demandera qu'on aborde ces défis par une meilleure communication entre les bailleurs et les ONGs, un assouplissement des critères d'éligibilité, ainsi qu'un soutien accru aux capacités techniques des organisations locales. Des initiatives pour renforcer les partenariats et la transparence dans les processus de financement peuvent également contribuer à surmonter les obstacles qui sont :

1. Critères d'éligibilité élevés :

- Les ONGs locales font face à des critères discriminatoires et à des exigences excessives qui compliquent l'accès au financement. Cela inclut des normes de sélection élevées, le manque de flexibilité et des exigences liées à l'ancienneté des structures.

2. Manque de transparence :



- Un manque de transparence dans les processus de financement et d'information sur les opportunités rend difficile la préparation des propositions. Cela inclut l'absence d'informations claires sur les attentes des bailleurs.

3. Difficultés d'accès aux informations :

- L'accès limité aux informations pertinentes sur les appels à projets et les opportunités de financement constitue un obstacle majeur pour les acteurs locaux. Beaucoup d'organisations indiquent un manque de communication de la part des bailleurs.

4. Concurrence intense :

- La forte compétition pour un nombre limité de fonds, avec un grand nombre d'ONGs, engendre une pression supplémentaire. Les bailleurs semblent privilégier les grandes ONG bien établies au détriment des organisations locales.

5. Capacités techniques limitées :

- La faible capacité des ONGs locales à préparer des propositions de projets compétitives, souvent liées à un manque d'expérience ou de formation, constitue un frein majeur.

6. Insuffisance de financement :

- Les organisations signalent une insuffisance des fonds disponibles, des retards dans le décaissement et des coupes budgétaires, notamment en raison de la baisse de l'aide humanitaire.

7. Facteurs externes :

- La conjoncture socio-économique, y compris l'insécurité et les crises économiques, ajoute une pression supplémentaire sur la durabilité des projets et sur la capacité de lever des fonds.

8. Manque de partenariats :

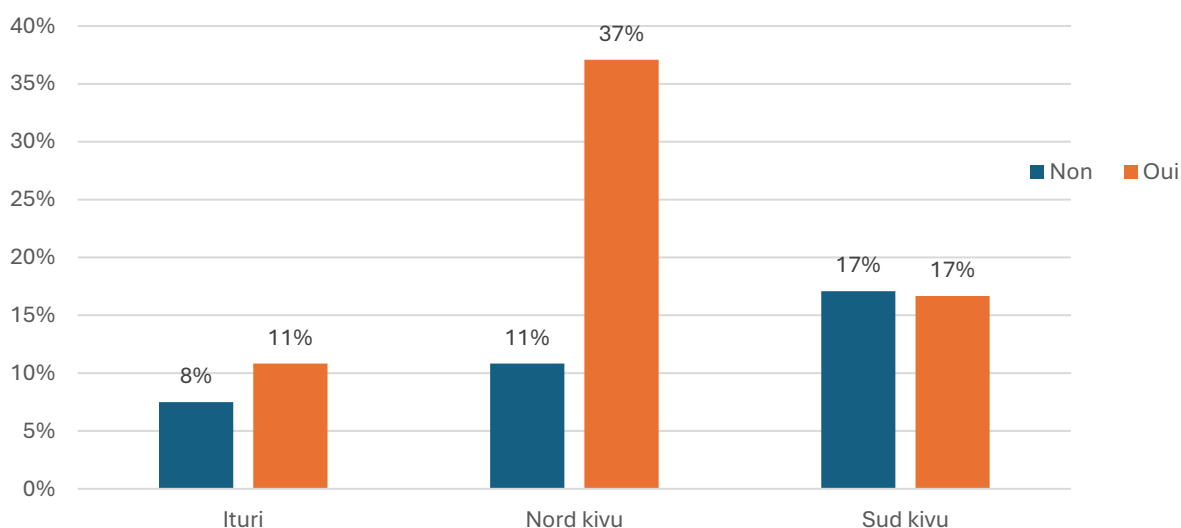
- L'absence de partenariats stratégiques et de réseaux de soutien limite l'accès à des opportunités de financement. Et donc les petites organisations ont souvent du mal à établir des contacts avec des bailleurs potentiels.

9. Difficultés logistiques et administratives :

- Les lourdeurs administratives et les procédures complexes rendent le processus de candidature difficile et chronophage, ce qui peut dissuader les ONGs de soumettre des propositions.

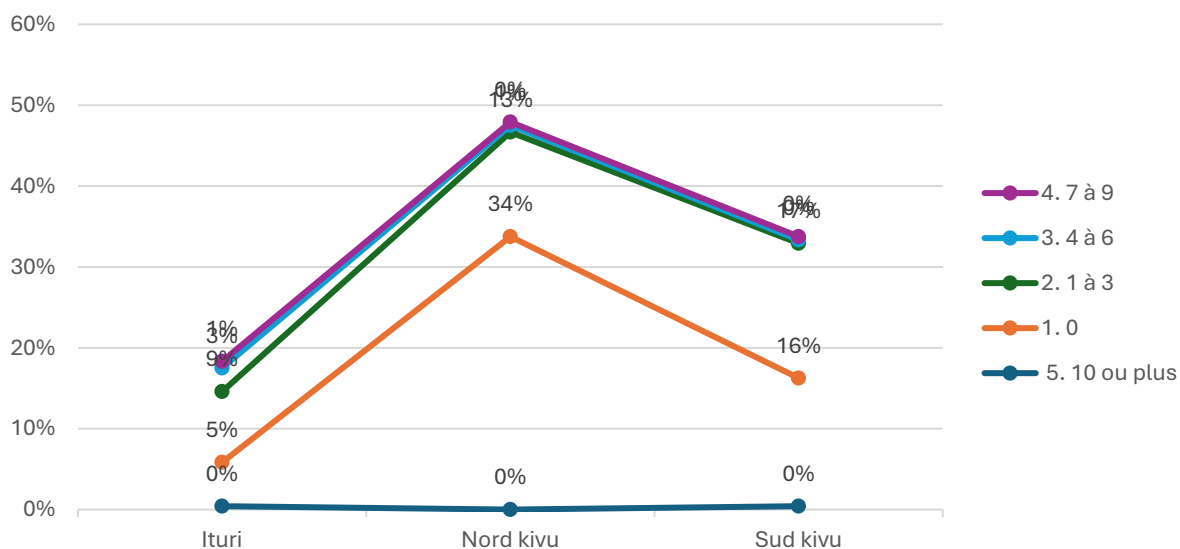


III.2.3. Suivi d'une formation en mobilisation des ressources



Commentaire : Les résultats de ce graphique montrent une disparité significative entre les provinces où dans le total général, de 65% des répondants affirment avoir suivi une formation, tandis que 35% ne l'ont pas fait. Le Nord Kivu se distingue avec 37% de répondants ayant reçu une formation, représentant la majorité, alors que l'Ituri et le Sud Kivu affichent des taux plus faibles de 11% et 17%, respectivement. Cela indique un besoin important de renforcer les capacités en mobilisation des ressources, particulièrement dans l'Ituri, afin de soutenir davantage les ONG locales dans leurs initiatives de financement.

III.2.4. Nombre des financements obtenu au cours de la dernière année

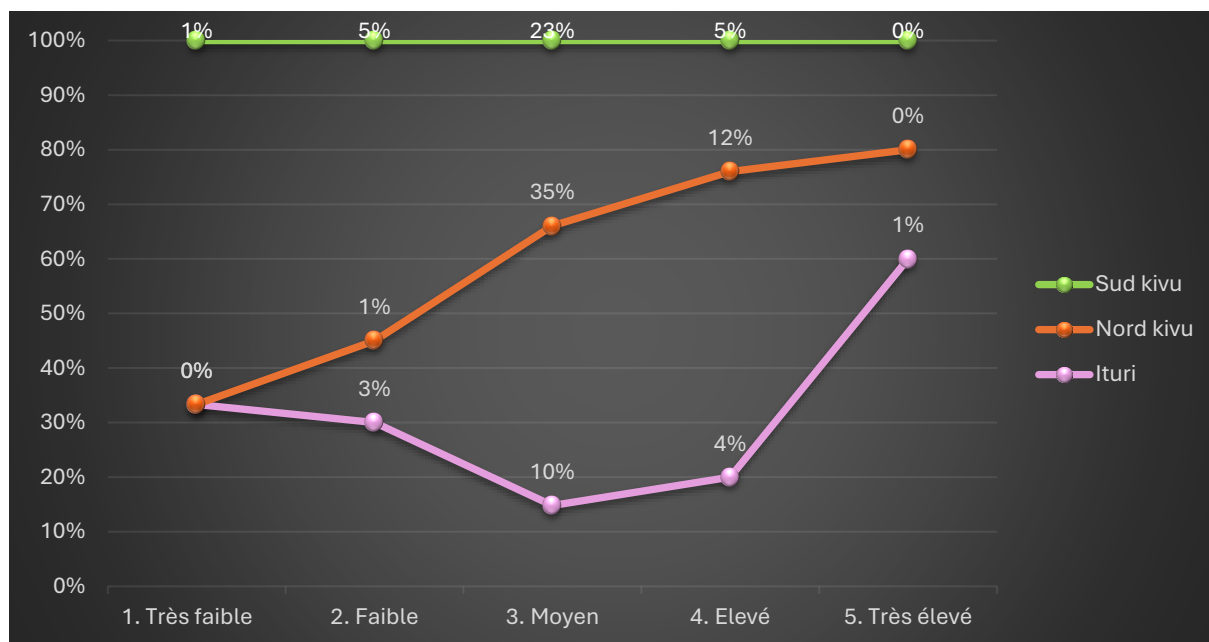


Commentaire : L'analyse de ces résultats concernant le nombre de financements obtenus au cours de la dernière année révèle des disparités significatives entre les provinces. Au total, 55% des répondants n'ont reçu aucun financement, ce qui indique une difficulté généralisée à mobiliser des ressources. Le Nord Kivu présente le taux le plus élevé d'organisations n'ayant pas obtenu de financements, avec 34% et en revanche, seuls 1% des répondants à l'échelle générale

déclarent avoir obtenu 10 financements ou plus, ce qui souligne une rareté des financements substantiels.

Dans l'Ituri et le Sud Kivu, un faible pourcentage de 5% et 16% a reçu entre 1 à 3 financements, mettant en lumière le besoin urgent d'amélioration dans les capacités de mobilisation des ressources locales. Ces résultats signalent non seulement des lacunes dans les financements, mais aussi un potentiel d'intervention pour améliorer l'accès aux fonds nécessaires au bon fonctionnement des ONG dans ces régions.

III.2.5. Niveau de communication dans les efforts de mobilisation de ressources

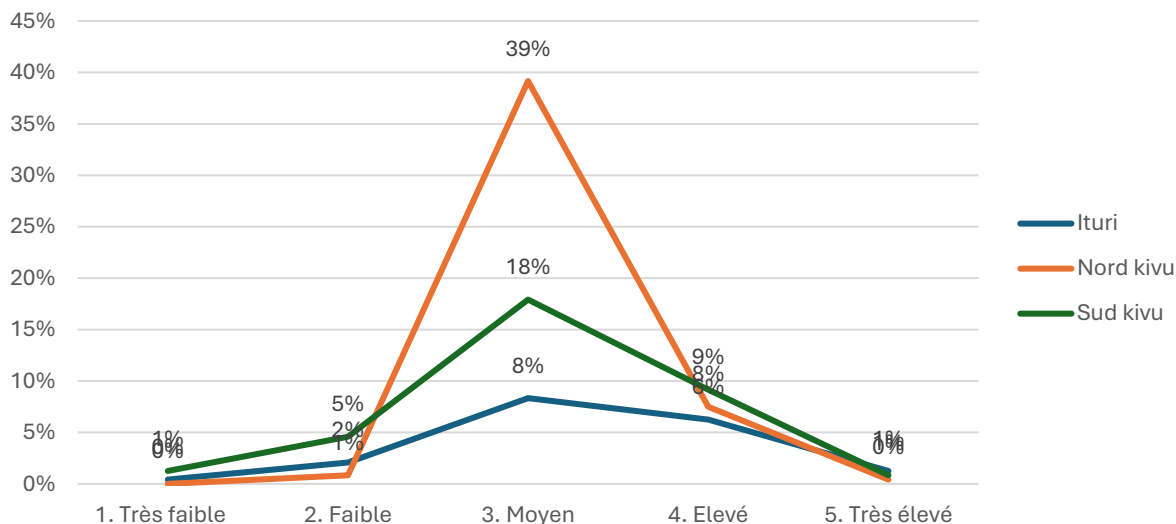


Commentaire : Ces données illustrent la perception des niveaux de communication dans la mobilisation de ressources selon trois régions : Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu. La majorité des répondants de 68% se situent à un niveau moyen, ce qui indique une compétence modérée en communication pour mobiliser des ressources. Le Nord-Kivu se distingue avec 35% de personnes classées à ce niveau, suggérant une capacité de communication relativement forte dans cette région. En revanche, le pourcentage de ceux se percevant comme ayant une communication très faible est minime avec 1% au total et très peu se considèrent comme ayant un niveau très élevé avec 2%, et Ituri présente également une diversité, avec 10% à un niveau moyen et 4% à un niveau élevé. Ces résultats indiquent que la majorité des acteurs perçoivent leur capacité de communication comme étant moyenne, soulignant un potentiel d'amélioration pour optimiser la mobilisation de ressources dans certains contextes régionaux.



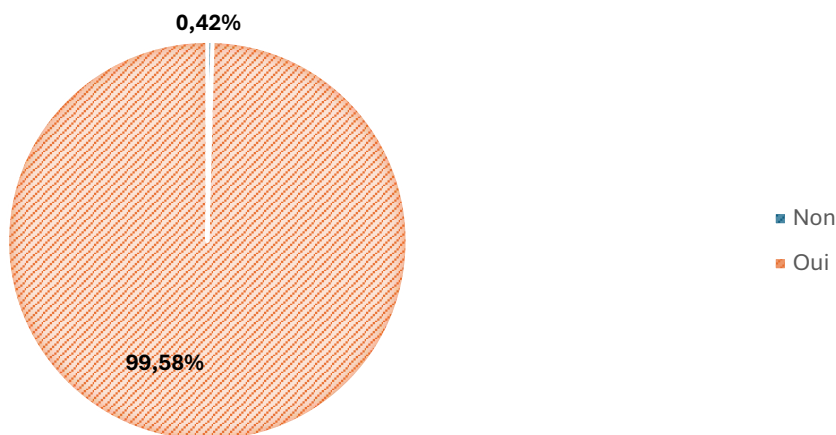
III.3. CARTOGRAPHIE DES COMPETENCES EXISTANTES ET LES BESOINS EN FORMATION DES RESPONSABLES D'ONGs

III.3.1. Compétences en rédaction de proposition des projets



Commentaire : Ces données illustrent l'autoévaluation des compétences des organisations en rédaction de propositions de projets en Ituri, au Nord et Sud Kivu où la majorité des répondants, soit 65%, se situent au niveau « Moyen », indiquant une compétence modérée dans ce domaine. Le Nord Kivu a le plus grand pourcentage d'évaluations « Moyen » avec 39%, suivi par le Sud Kivu à 18% et l'Ituri à 8%, où les niveaux « Faible » et « Très faible » représentent 8% au total, dont 5% dans le Sud Kivu, tandis que 2% des répondants s'évaluent comme « Très faible ». Seuls 3% des répondants se perçoivent à un niveau « Très élevé », ce qui suggère que l'expertise en rédaction de propositions nécessite un renforcement. C'est ainsi que, bien que la majorité des participants aient une compétence intermédiaire, des efforts d'amélioration seraient bénéfiques pour atteindre des niveaux plus élevés.

III.3.2. Besoin à suivre la formation sur la recherche de financement

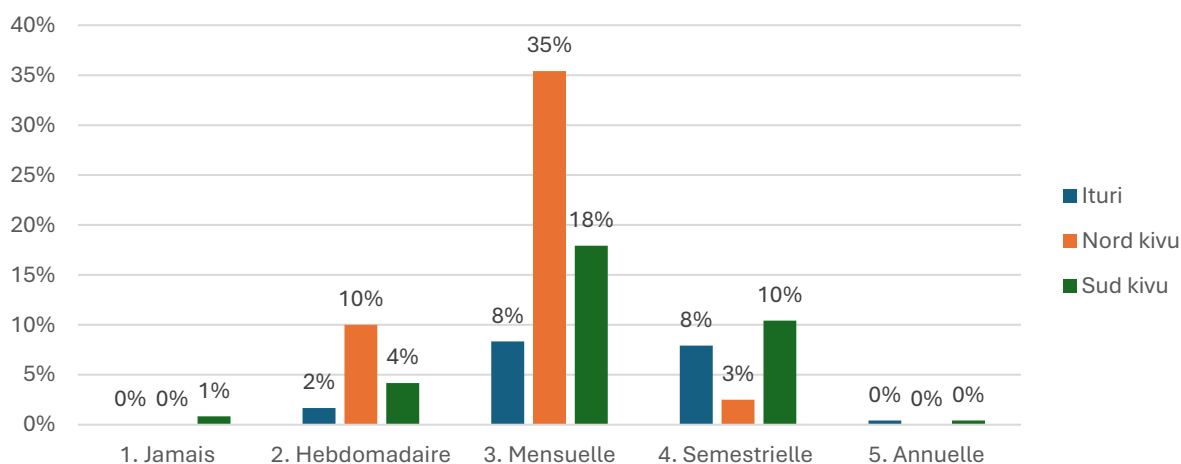




Commentaire : Les résultats de ce graphique démontrent un engagement presque unanime parmi les répondants, avec 99,58% affirmant être prêts à participer à une telle formation dans toute les zones de l'étude. Cela indique un fort désir d'améliorer les compétences en matière de mobilisation de ressources, essentiel dans un contexte où les financements sont souvent limités et compétitifs et seul 0,42% des participants n'est pas intéressé, témoignant de l'importance croissante accordée à la formation dans ce domaine.

Ces résultats soulignent une opportunité significative pour les organisations de proposer des programmes de formation adaptés, répondant aux besoins exprimés par les acteurs locaux. De plus, cela pourrait contribuer à renforcer les capacités des organisations dans leur quête de financements, améliorant ainsi leur impact et leur durabilité vu que, cet intérêt manifeste pour la formation est un signal positif pour l'accès futur à des ressources nécessaires.

III.3.3. Fréquence de participation aux formations sur la mobilisation des ressources



Commentaire : ce graphique révèle un intérêt marqué pour des formations régulières sur la mobilisation des ressources. Sur 240 répondants, la majorité, soit 148 personnes estimée à 61,7 %, souhaitent une fréquence mensuelle, indiquant une volonté d'apprentissage continu et 38 répondants soit 15,8 % préfèrent une formation hebdomadaire, traduisant une forte motivation. En revanche, 50 personnes estimée à 20,8 % optent pour une fréquence semestrielle, et seules 2 souhaitent une formation annuelle. Il est remarqué que les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri expriment les besoins les plus élevés, confirmant un engagement fort envers le développement de compétences durables.

III.3.4. Obstacles rencontrés par les acteurs locaux limitant l'accès aux différentes formations

L'analyse des résultats concernant les obstacles rencontrés pour accéder aux formations démontre plusieurs problèmes cruciaux, où **le manque d'information** sur les opportunités de formation se révèle être le principal frein, entraînant des difficultés dans la prise de conscience des formations disponibles et des critères d'éligibilité. Cela est exacerbé par la méthodologie, qui inclut des conflits d'agenda et une mauvaise communication, rendant les invitations aux formations parfois inaccessibles.

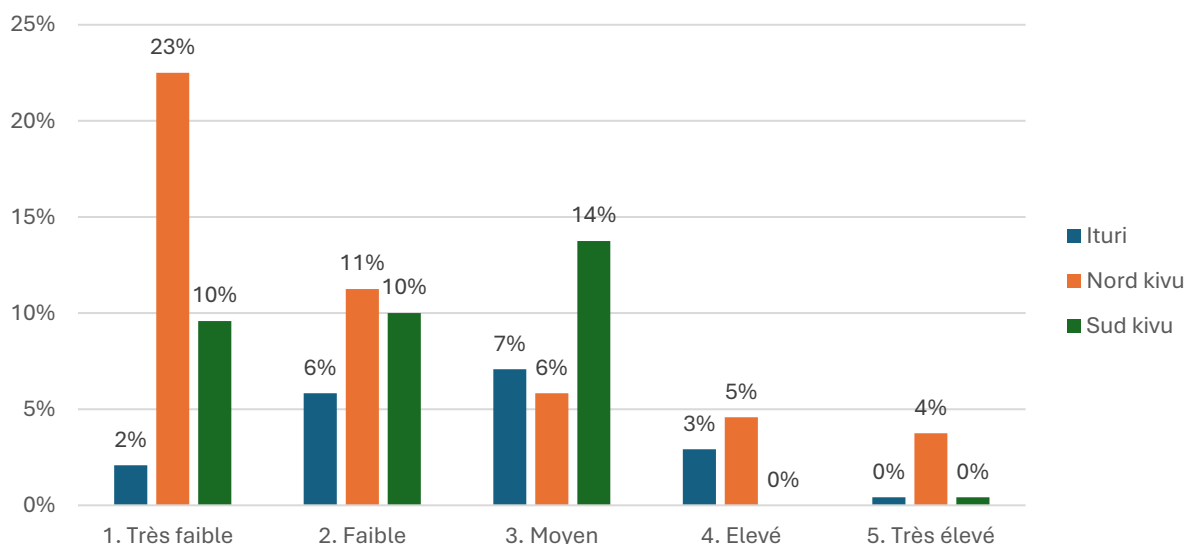
Les limitations financières sont également un obstacle majeur, avec de nombreuses formations payantes, alors que les organisations n'ont pas toujours les fonds nécessaires pour couvrir ces coûts. Cette situation est aggravée par le nombre limité de places offertes, ce qui crée une concurrence accrue pour les organisations locales.

Des problèmes logistiques, comme le manque de connectivité et l'accessibilité des lieux de formation, sont aussi souvent cités car les formations étant souvent situées en milieu urbain, les acteurs des zones rurales se trouvent désavantagés, et de plus, la rare disposition des programmes et les critères d'inscription restreints ajoutent à la frustration des intéressés.

Alors malgré quelques participants affirmant l'absence d'obstacles, ces avis semblent isolés. La non-considération des avis des participants et la mauvaise qualité des outils de communication contribuent à une expérience de formation insatisfaisante. Il est donc essentiel de mettre en place des efforts concertés pour améliorer la communication, réduire les coûts associés aux formations, et élargir l'accessibilité, afin de favoriser un véritable développement des compétences au sein des communautés visées. C'est ainsi que si ces obstacles sont surmontés, il sera possible d'optimiser l'accès à des formations pertinentes et bénéfiques pour tous les acteurs locaux.

III.4. EVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET LES TENDANCES DE FINACEMENTS DISPONIBLES

III.4.1. Impacte des politiques gouvernementales sur les capacités à obtenir des financements



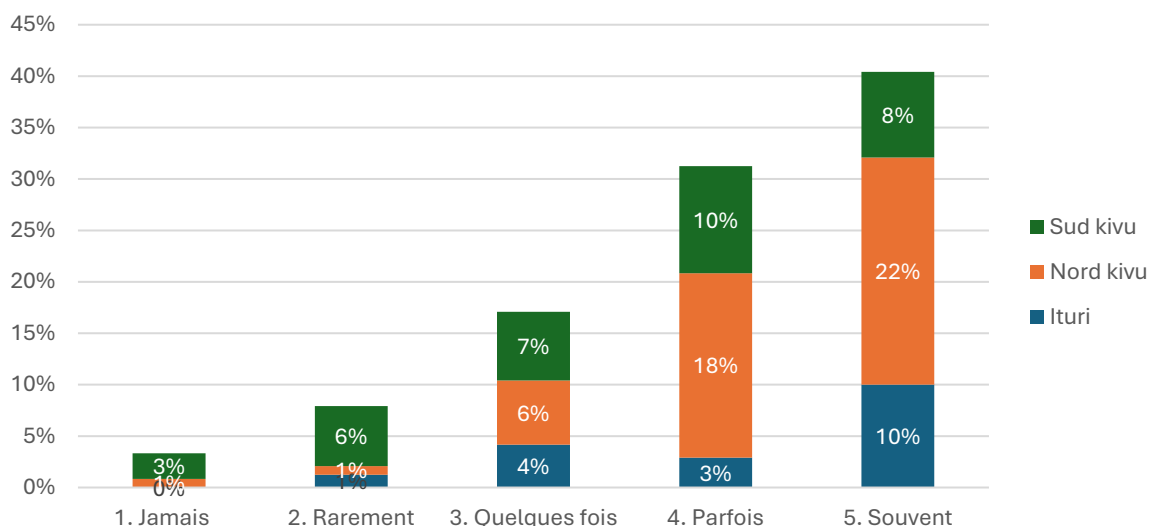
Commentaire : Le graphique ci-dessus révèle que la majorité des répondants estiment que l'impact des politiques gouvernementales sur leur capacité à obtenir des financements étant faible, où 82 répondants soit 34 % l'estime très faible, et 65 répondants soit 27 % le trouvent faible, soit plus de 60 % d'opinions négatives. Mais aussi 64 répondants soit 27 % considèrent cet impact comme moyen, tandis que seuls 12 % le perçoivent comme élevé ou très élevé.

Cette tendance suggère une perception globalement critique du rôle de l'État, jugé peu favorable à la mobilisation de ressources et les ONG locales semblent ressentir un manque de soutien, de



cadres incitatifs et de politiques efficaces favorisant leur accès au financement, surtout au Nord-Kivu et en Ituri.

III.4.2. Fréquence de consultation des annonces de financement disponibles

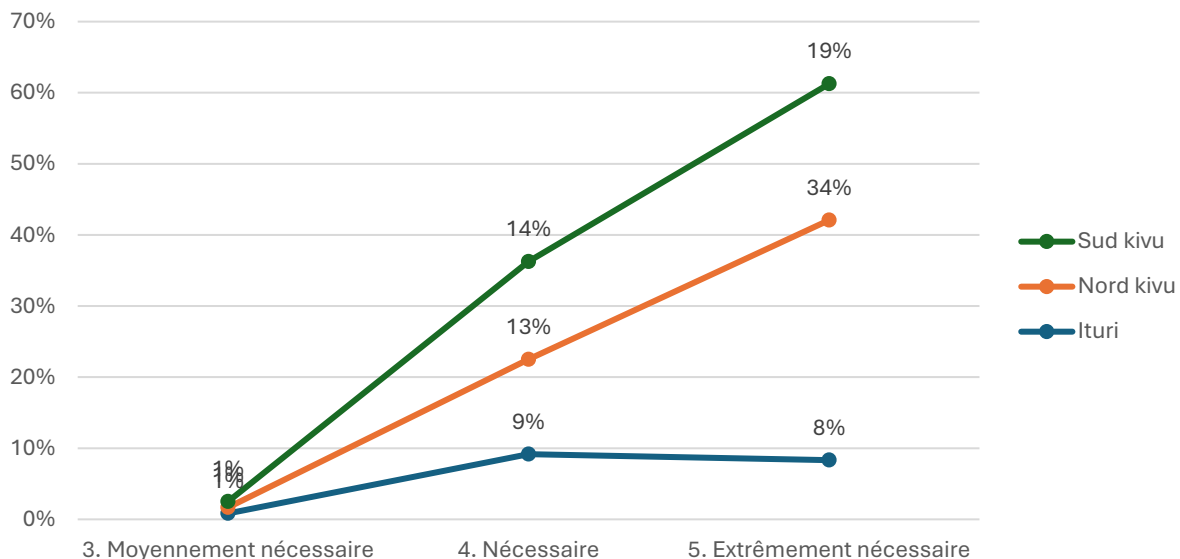


Commentaire : Le présent graphique illustre la fréquence à laquelle les répondants des provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu consultent les annonces de financement disponibles. C'est ainsi que les résultats montrent que la majorité des participants, soit 40% de l'échantillon, déclarent consulter ces annonces « souvent ». En outre, 31% affirment le faire « parfois », totalisant ainsi 71% des répondants. La consultation « quelques fois » concerne 17% des participants, tandis qu'un faible pourcentage ne déclare « jamais » (3%) ou « rarement » (8%).

Le Nord-Kivu se démarque avec 22% des répondants consultant les annonces « souvent », comparé à 10% en Ituri et 8% au Sud-Kivu. Cela indique un engagement plus fort dans cette province mais aussi ces données suggèrent que la majorité des acteurs concernés sont attentifs aux opportunités de financement, même si la régularité de cette consultation varie selon les provinces. L'importance de cette attention portera assurément fruit dans leurs efforts de mobilisation des ressources.

III.5. RECOMMANDATIONS BASEES SUR LES RESULTATS DE L'EVALUATION POUR LA CONCEPTION DE FORMATIONS PERTINENTES

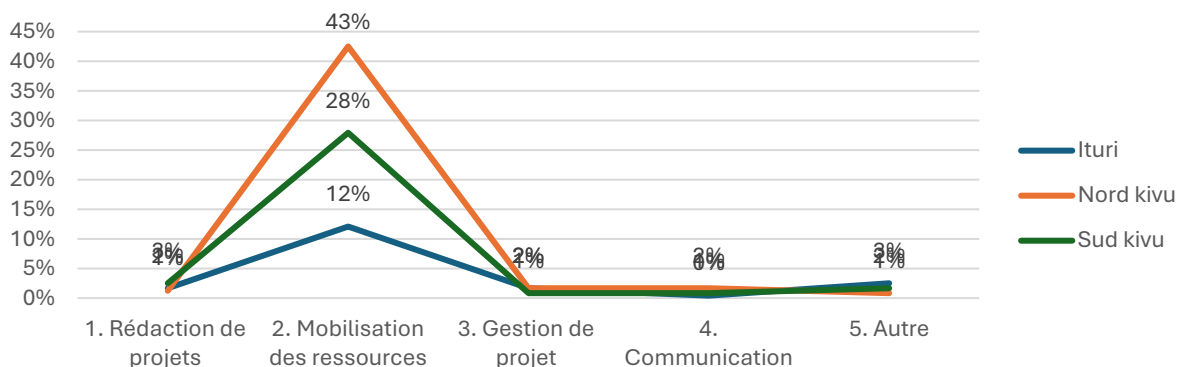
III.5.1. Nécessité de formations supplémentaires au sein des organisations



Commentaire : Ce graphique illustre l'évaluation de la nécessité de formations supplémentaires au sein des organisations des provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu en montrant une forte demande de formation par 147 répondants soit plus de 61 % de l'échantillon estiment qu'elle est « extrêmement nécessaire », tandis que 87 répondants estimés à 36 % la jugent « nécessaire » et seules 6 personnes considèrent ces formations comme « moyennement nécessaires ».

Il est donc remarqué que le Nord-Kivu se distingue par le plus grand nombre d'individus estimant ces formations « extrêmement nécessaires » où ces données reflètent un consensus général sur l'importance des formations supplémentaires pour améliorer les compétences et l'efficacité organisationnelle, soulignant un besoin urgent de renforcement des capacités pour répondre aux défis professionnels et opérationnels dans ces régions.

III.5.2. Domaine de formation jugé le plus pertinent pour les Organisations





Commentaire : Le graphique ci-haut illustre les domaines de formation jugés les plus pertinents par les répondants issus des provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, révélant des insights cruciaux sur les besoins de développement des organisations locales. Parmi les 240 participants, une majorité écrasante de 198 répondants estimé à 82,5%, identifie la « **mobilisation des ressources** » comme le domaine prioritaire. Cette statistique met en lumière une préoccupation majeure d'une nécessité d'améliorer la capacité des organisations à obtenir des financements car dans un environnement où les ressources financières sont souvent limitées, il est jugé bon pour ces ONGs de renforcer leur expertise en matière de recherche et de gestion des fonds.

La santé financière des organisations communautaires repose largement sur leur capacité à mobiliser des ressources. Cette priorité élevée pour la mobilisation des ressources souligne une prise de conscience collective à savoir que sans financements adéquats, il est difficile pour ces organisations d'atteindre leurs objectifs, de mener des projets significatifs ou d'assurer leur pérennité.

En comparaison, la « **rédaction de projets** » est mentionnée par seulement 13 répondants, ce qui indique qu'elle est perçue comme moins cruciale, bien qu'elle demeure une compétence essentielle liée à la mobilisation des ressources. Cela pourrait suggérer que les répondants estiment qu'améliorer leur capacité à demander des fonds est plus urgent qu'à rédiger des propositions, ce qui pourrait découler de l'idée que la capacité à mobiliser des ressources est fondamentalement liée à la compréhension des besoins financiers.

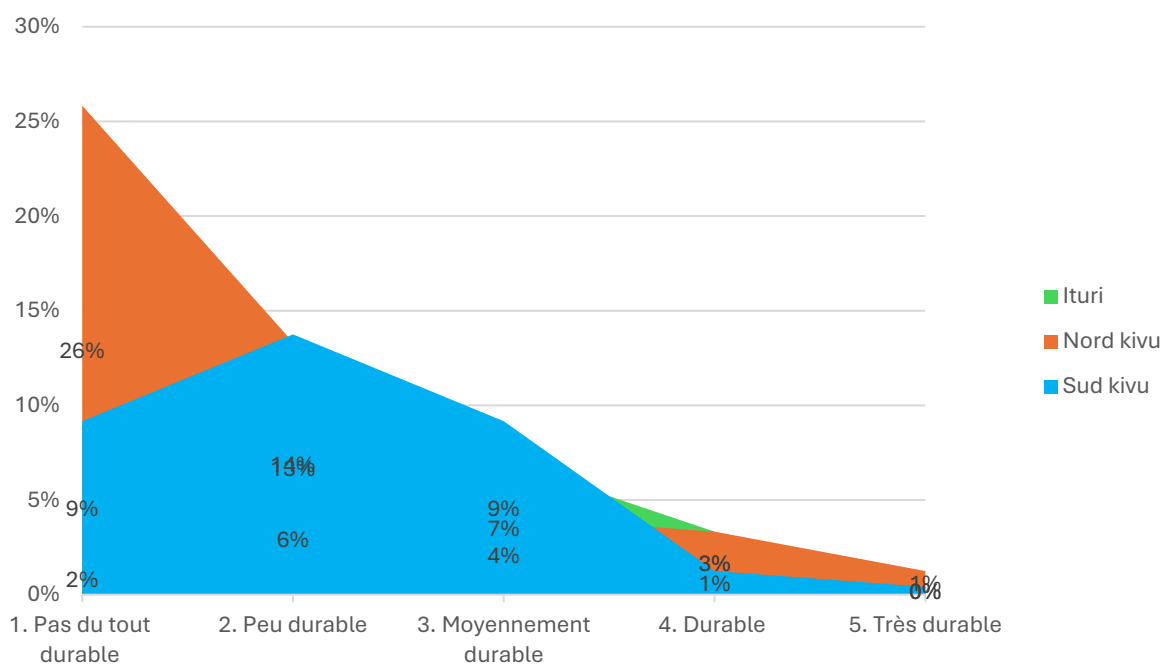
Les domaines tels que la « **gestion de projet** » et la « **communication** » attirent respectivement l'attention de seulement 10 et 7 répondants, et cela peut refléter une perception que, bien qu'importants, ces domaines ne sont pas les plus pressants actuellement, où la gestion de projet est souvent considérée comme une compétence acquise lors de mises en œuvre de projets, tandis que les compétences en communication peuvent être perçues comme secondaires lorsqu'il s'agit de contrer des défis financiers immédiats.

A la fin, 12 personnes ont mentionné « **autre** », témoignant de la diversité des besoins en formation qui ne sont pas entièrement captés par les catégories existantes et cela ouvre la porte à une réflexion plus approfondie sur les compétences spécifiques qui pourraient être bénéfiques dans le contexte local.

C'est ainsi que ces résultats sont révélateurs vu que le renforcement des compétences en mobilisation de ressources apparaît comme une priorité stratégique pour assurer le développement durable et la pérennité des activités de ces organisations afin d'avoir un impact significatif sur leur capacité à réussir dans un environnement compétitif et souvent difficile.



III.5.3. Durabilité des différents financements actuels au sein des organisations



Commentaire : L'analyse de ces résultats concernant l'évaluation de la durabilité des financements actuels révèle des préoccupations significatives au sein des provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu avec au total, 37% des répondants estiment que leurs financements sont « pas du tout durables », ce qui souligne un manque de sécurité financière pour la grande majorité, en particulier dans le Nord-Kivu où ce chiffre atteint 26%. De plus, 33% indiquent que leurs financements sont « peu durables », ce qui accentue cette vulnérabilité.

En ce qui concerne la perception de durabilité, uniquement 8% des répondants jugent leurs financements « durables » et seulement 2% les évaluent comme « très durables ». Cela met en avant une réalité alarmante où un nombre réduit d'organisations se sentent en mesure de maintenir leurs activités à long terme avec leurs sources de financement actuelles.

La situation semble particulièrement critique pour le Nord-Kivu, qui présente un pourcentage élevé de répondants rapportant une durabilité défailante. Ce qui illustre l'urgence d'une stratégie de renforcement des capacités en matière de mobilisation de ressources et de diversifications des financements afin d'assurer un soutien durable aux activités des organisations de terrain.



RECOMMANDATIONS

Les résultats de cette enquête mettent en lumière des recommandations clés pour améliorer la durabilité et l'efficacité des organisations locales. Voici les principales recommandations à prendre en compte :

• Renforcement de la communication

Il est impératif d'établir un **système de communication périodique** entre les membres de la plateforme CONAFOHD. Cela permettra de partager régulièrement des informations sur les actions menées, de lutter contre les rumeurs, et de garantir que toutes les parties prenantes soient informées des développements.

• Promotion de partenariats durables

La recherche de **partenaires financiers durables** doit être une priorité en établissant des partenariats de qualité permettra non seulement d'assurer des financements à long terme mais aussi d'optimiser les ressources disponibles mais aussi les organisations doivent plaider pour des financements adaptés à leurs besoins spécifiques.

• Suivi et mise en œuvre

Assurer un suivi rigoureux de la mise en œuvre des décisions prises dans le cadre du Grand Bargain est essentiel car il faut communiquer ces informations aux membres afin de renforcer la transparence et la confiance au sein de CONAFOHD.

• Accompagnement des ONG locales

Il serait important d'accompagner les **organisations locales** dans leurs démarches de financement. Cela comprend :

- Des sessions de **formation en rédaction de projets** pour renforcer leurs capacités ;
- Un soutien **financier et technique** pour la gestion des projets et la mobilisation des ressources ;
- L'assouplissement des conditions d'adhésion afin de permettre à un plus grand nombre d'organisations d'accéder aux ressources et aux formations.

• Création de forums d'échange

Un **forum doit être créé** pour centraliser les informations sur les financements disponibles. Cela facilitera l'accès à ces opportunités pour les ONG locales et encouragera la collaboration entre les organisations.

• Inclusivité et accessibilité

Il sera important de promouvoir l'**inclusivité** au sein des plateformes car les petites organisations doivent être soutenues et leurs voix entendues et les bailleurs de fonds doivent alléger les critères d'éligibilité, rendant les financements accessibles à tous.

• Formations et renforcement de capacités

Afin de permettre une montée en compétences des équipes locales et leur offrira les outils nécessaires pour réussir, des formations régulières doivent être organisées sur divers thèmes, tels que :

- Gestion de projet ;



- Mobilisation des ressources ;
- Plaidoyer.

• Coordination entre les acteurs locaux et internationaux

Il est recommandé de **créer des synergies** entre les acteurs locaux et internationaux vu que cela facilitera une approche coordonnée face aux défis rencontrés par les communautés vulnérables et renforcera la capacité des organisations à travailler ensemble pour des causes communes.

• Plaidoyer pour les droits des personnes en situation de Handicap

Le plaidoyer pour l'inclusion des **personnes vivant avec des handicaps** doit se poursuivre car il est primordial que ces groupes aient accès aux financements nécessaires pour améliorer leur qualité de vie.

• Évaluation des besoins des ONG

CONAFOHD doit intensifier ses efforts pour évaluer les besoins des ONG locales et répondre efficacement à ces besoins. Cela inclut la vigilance quant aux conditions de sécurité et aux attentes des organisations durant toute la durée des projets.



CONCLUSION

La présente évaluation des besoins et du diagnostic initial menée par CONAFOHD a révélé des informations essentielles sur l'état actuel des ONG locales en République Démocratique du Congo. Dans un contexte où les défis humanitaires sont croissants et où les communautés font face à des conditions de vie difficiles, la nécessité de renforcer les capacités des ONG est devenue évidente, car en examinant les forces et les faiblesses identifiées, il apparaît clairement qu'un accent particulier doit être mis sur la mobilisation des ressources, qui a été jugée comme un domaine prioritaire par une large majorité des répondants.

Les résultats montrent une disparité significative en matière de durabilité des financements et de capacités de mobilisation. Avec 37 % des participants rapportant que leurs financements sont « pas du tout durables », il existe une urgence pressante d'adopter des stratégies de diversification de financements et d'amélioration des compétences organisationnelles. Ce besoin au niveau local est d'autant plus accentué par les obstacles identifiés, tels que le manque d'informations sur les opportunités de financement et les critères d'éligibilité discriminatoires.

De plus, la forte demande pour des formations dans divers domaines, notamment la rédaction de projets et la recherche de financement, souligne un potentiel pour le développement de programmes adaptés qui répondent aux besoins spécifiques des acteurs locaux. L'engouement manifeste pour la formation indique que les responsables d'ONG sont prêts à s'investir pleinement pour renforcer leur impact.

C'est ainsi que cette évaluation a jeté les bases pour une intervention pertinente et ciblée, avec des recommandations stratégiques destinées à accroître la visibilité et l'efficacité des ONG en RDC. En poursuivant la collaboration entre les acteurs locaux et internationaux et en garantissant l'inclusivité dans les mécanismes de financement, il est possible de construire un environnement qui soutienne véritablement les efforts des ONG. Ces mesures transformeront les défis en opportunités, permettant ainsi de mieux répondre aux besoins des communautés vulnérables et d'asseoir une réponse humanitaire plus solidaire et inclusive.



@conafohd